



La Présidence
Ref : SR / GS
01 48 11 54 74

Aubervilliers, le 28 Mai 2015

Mesdames, Messieurs,

Cher(e)s agents de l'OPH d'Aubervilliers,

Le 19 mai dernier, le syndicat CGT de l'OPH m'a adressé une lettre ouverte me demandant de me positionner sur la question d'une disparition possible des OPH communaux et sur la métropole du Grand Paris.

Suite à ce courrier, j'ai reçu une délégation de ce syndicat le 21 mai dernier, en présence du directeur général.

Les différentes lois MAPTAM et NOTRE ont pour but d'organiser sur le territoire de Paris et de la première couronne un véritable recul du service public, notamment pour le logement social.

Ceci est le résultat de décennies de politiques d'austérité sur injonction de l'Union Européenne.

Le Maire, la majorité municipale et moi-même rejetons l'Acte III de la décentralisation, qui sous couvert de rationalisation organise une baisse drastique des dépenses publiques et diminue pour le logement social les aides aux constructions neuves et aux réhabilitations, malgré les différents effets d'annonce.

Concernant le devenir de notre Office, en l'état actuel de l'évolution du travail parlementaire, au 1^{er} janvier 2017, l'OPH d'Aubervilliers devrait se rattacher à la communauté d'agglomération Plaine Commune, et non plus à la ville d'Aubervilliers comme actuellement, et cela sous réserve des différents amendements qui pourraient être adoptés.

Je rappelle encore une fois que la majorité municipale à laquelle j'appartiens n'est pas d'accord avec ce projet, et nous sommes prêts à engager toutes les actions, avec les salariés de l'OPH et les locataires, pour que ces projets n'aboutissent pas.

Si toutefois nous devons être rattachés à la Communauté d'Agglomération Plaine Commune, le président de Plaine Commune, le maire d'Aubervilliers et moi-même n'avons pas l'intention de faire fusionner notre OPH avec un autre OPH.

Cela n'est pas à l'ordre du jour.

./..

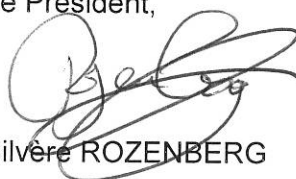
.. /

De même, je suis prêt à m'engager pour maintenir le statut actuel de nos agents, tant fonctionnaires que de droit privé.

Vous comprendrez aisément que les intentions du gouvernement ne sont pas les nôtres.

En espérant avoir répondu aux inquiétudes des pétitionnaires, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, Cher(e)s agents de l'OPH d' Aubervilliers, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Silvére ROZENBERG', written over a printed name.

Silvére ROZENBERG